

Du caractère paradoxal de l'histoire économique en Suisse

Autor(en): **Jost, Hans Ulrich**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **17 (2010)**

Heft 1: **Wirtschaftsgeschichte in der Schweiz : eine historiographische Skizze = L'histoire économique en Suisse : une esquisse historiographique**

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-306557>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Du caractère paradoxal de l'histoire économique en Suisse

Hans Ulrich Jost

En décembre 1965, lors d'un colloque franco-suisse à Lyon, Jean-François Bergier présentait un bref exposé intitulé *Heurs et malheurs de l'histoire économique en Suisse*. Nommé depuis peu à la chaire d'Histoire économique de l'Université de Genève, créée en 1902, le conférencier partait du constat qu'il n'existe aucune autre chaire de ce type en Suisse où cette discipline s'est peu développée. Les raisons de ce déficit, expliquait Bergier, sont multiples. Tout d'abord, le Fédéralisme et une certaine propension à l'individualisme ont favorisé les recherches locales, privant ainsi les historiens des moyens de tirer profit des débats méthodologiques lancés à l'étranger. Ensuite, la mission dévolue à l'histoire, largement mise au service de la mobilisation du peuple en faveur de l'esprit national, a freiné le développement d'autres approches considérées en ce sens comme mineures. Enfin, troisième volet de son argumentation, c'est dès le début du 19^e siècle que s'impose une historiographie en main de grands maîtres qui «n'ont jamais prêté une grande attention à l'histoire économique» (Bergier 1967, 1964).

Or à maints égards, cette analyse conserve aujourd'hui encore toute sa pertinence. Ainsi en Suisse, en dépit des avancées indiscutables dans le domaine des sciences historiques, l'histoire économique n'a toujours pas atteint un niveau professionnel suffisant pour constituer une discipline universitaire autonome et reconnue sur le plan international. Certes, les études en ce domaine ont proliféré, mais restent pour la plupart limitées ou dépourvues de problématique de fond. Et plus grave encore, on manque cruellement de travaux de synthèse.

S'agissant d'une situation pour le moins paradoxale dans un pays comptant au nombre des Etats modernes les plus développés, qui plus est parmi les premiers du continent européen à s'être industrialisé avant de promouvoir au 20^e siècle l'une des places financières les plus importantes au monde, il vaut la peine de faire un bref détour par le passé. Ne serait-ce que pour articuler quelques-unes des étapes ayant mené à privilégier le ménage bucolique de l'Etat fédéral et les tribulations de la vie cantonale ou locale, au détriment des forces économiques pourtant toujours tapies au fondement des orientations politiques.

Aux origines de l'histoire économique

Au cours du 18^e siècle, intéressés par les faits économiques, nombre d'amateurs ou d'érudits ont élaboré des textes et des articles laissant augurer d'un contexte propice au développement d'une histoire économique. Ce fut le cas par exemple de savants tels Johann Heinrich Waser (1742–1780) ou Pierre Prévost (1751–1839), qui dégagent en ce sens des bases solides et novatrices (Graber 1980; Vogt 1992). Ou encore des Sociétés économiques, comme celle de Berne notamment, dont le rôle fut de promouvoir efficacement des recherches et des débats en la matière. Une première phase dont le paroxysme sera atteint avec Simonde de Sismondi (1773–1842), qui, dans son ouvrage intitulé *De la richesse commerciale ou Principes d'Economie politique* (1803), résume son point de vue sur l'état des théories prédominantes du libéralisme (Weiller 1976).

Prometteuse, cette dynamique va très vite buter sur la perspective d'instaurer un Etat fédéral moderne, dont le premier pas remonte à la Constitution imposée par Napoléon en 1803. L'histoire économique n'étant guère utile pour diffuser un esprit national conforme à cet objectif, priorité est donnée à l'histoire politique, dont le règne ne cessera de s'affirmer. En témoigne *L'histoire des Suisses* de Johannes von Müller (1752–1809), publiée en différentes éditions dès 1780, qui servira de modèle à des générations d'historiens du pays (Schib 1967).

Certes, mais lentement, la pensée économique poursuit son chemin (Jost 1997). En 1827 Jakob Christoph Bernouilli (1782–1863) fonde et publie le *Schweizerisches Archiv für Statistik und Nationalökonomie* (His 1941: 44–50), et la première chaire en Economie politique du pays, confiée à Antoine-Elisée Cherbuliez (1797–1869), voit le jour en 1835 à Genève (Rappard 1966). De son côté, la nouvelle Ecole Polytechnique fédérale, dotée en 1855 d'un même enseignement, fait également appel à Cherbuliez dont le successeur, Karl Viktor Böhmert (1829–1918), se fera connaître pour son rapport sur les fabriques et les conditions de travail des ouvriers en Suisse (Böhmert 1873) – à savoir le résultat d'une enquête commandée par le Conseil fédéral pour l'Exposition mondiale de 1873 à Vienne. Se profile ainsi une nouvelle science, dont on cherchera vainement la trace dans les travaux des historiens de l'époque.

Le long chemin vers une histoire économique adaptée à son temps

De fait, il faut attendre la fin du 19^e siècle pour voir l'histoire économique gagner un peu de terrain. Une timide embellie à laquelle contribue par exemple Hermann Wartmann (1835–1929), secrétaire de la Chambre du commerce de St-Gall (Feller 1938: 116–118), ou Traugott Geering (1859–1932) qui assume

la même fonction à Bâle et publie en 1912 les *Grundzüge einer schweizerischen Wirtschaftsgeschichte* (Mangold 1939; Geering 1912). Sans oublier les activités scientifiques des fondateurs à Bâle des Archives économiques (*Wirtschaftsarchiv*): Fritz Mangold (1871–1944) et Julius Landmann (1877–1933). Notons que Mangold (Im Hof 1950), Conseiller d'Etat puis professeur de statistique, met sur pied en 1912 un séminaire intitulé *Wirtschaftsgeschichte und Wirtschaftskunde*. Quant à Landmann (Baudraz 1997; Guex 1995), après avoir rédigé une étude fondamentale sur la politique financière de Berne au 18^e siècle (Landmann 1903), il publie en 1916 une remarquable analyse des exportations de capitaux suisses (Landmann 1916).

Mais c'est Genève et non Bâle qui accueille en 1902 la première chaire d'Histoire économique, dont Eugène Girard (1868–1911) sera tout d'abord titulaire (Girard 1912), suivi en 1913 par William E. Rappard (1883–1958), le fondateur de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (Monnier 1995). A Berne aussi, mais dans un contexte différent, se développe une intense activité autour d'August Oncken (1844–1911) et Naum Reichesberg (1867–1928), dont la pièce maîtresse reste sans doute le *Handwörterbuch der Schweiz. Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, soit près de 4000 pages en 3 volumes (Beuret 1998). Appelés parfois *Kathedersozialisten* (Caroni 1984) en raison de l'importance accordées dans leurs travaux aux questions sociales, ces économistes ouvraient la voie à maintes perspectives historiques.

C'était sans compter avec le retour en force de l'histoire politique, qui, sur fond du nationalisme grandissant en Europe, impose une version pédagogique et mythique de la naissance de la Confédération, fondée soi-disant en 1291. Dans le même esprit, on «invente» en 1891 la fête du 1^{er} août, prolongée par la publication d'une série de manuels scolaires dont les légendes tiendront lieu d'Histoire de la Suisse jusqu'aux années 1960. Sous la direction de Wilhelm Oechsli (1851–1919) et avec le soutien du Conseil fédéral, se met ainsi en place un paradigme qui néglige largement l'histoire économique, souvent suspectée en outre de trop privilégier les questions sociales (Buchbinder 2002). Une critique qui se renforcera dans le climat antisocialiste de l'entre-deux-guerres, alors que la Défense nationale spirituelle des années 1930–1940 vient corroborer en l'intensifiant l'histoire des mythes patriotiques.

Il n'en demeure pas moins qu'émergent à maints endroits des tentatives pour développer une histoire économique adaptée à son temps. La voie est tracée à Genève par William Rappard, qui publie en 1912 une étude intitulée *Le facteur économique dans l'avènement de la démocratie moderne en Suisse* (Monnier 1995: 52–55). Puis Antony Babel (1888–1979), son suppléant en 1919 et successeur en 1930, prend la relève avec une œuvre scientifique considérable, dont une étude fondamentale sur la législation du travail en Suisse (Babel 1925). De leur côté,

des chercheurs suisses alémaniques tels Hermann Bächtold (1882–1934), Leo Weisz (1886–1966) ou Hektor Ammann (1894–1967) publient de nombreux articles. Ammann, par ailleurs, archiviste d'Etat en Argovie et rédacteur de la *Revue suisse d'histoire* de 1932 à 1946, aurait pu stimuler des approches innovantes si sa carrière universitaire n'avait été entravée par ses engagements en faveur de la droite nationaliste et ses accointances avec le Troisième Reich (Simon 1995). Parmi les noms à retenir, citons encore Eduard Fueter senior (1876–1928), dont l'importante contribution de 1928, *Die Schweiz seit 1848* (Fueter 1928), devait orienter l'historiographie vers les questions économiques (Peyer 1982). A ceci près qu'en situant au même niveau le politique et l'économique, le concept de cet ouvrage mettait en cause le paradigme de l'historiographie dominante. Il s'en fallait donc de beaucoup pour que l'histoire économique sorte de sa marginalité. Comme en attestent entre autres les contenus de la *Revue suisse d'histoire* de l'entre-deux-guerres, où sur la dizaine d'articles de fond que comporte chaque volume, un seul relève du domaine économique. Faut-il dès lors s'étonner si le débat épistémologique reste rudimentaire et porte au mieux sur les idées issues des théories économiques classiques – les approches marxistes, quant à elles, restant irrecevables dans la conjoncture politique de cette période.

Le tournant de l'après-guerre

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse – et avec elle l'historiographie – doit se résigner à sortir de sa mentalité de Réduit national. La politique de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, par exemple, qui requiert l'élaboration de nouvelles données statistiques et pousse dans ce sens à moderniser les méthodes de recensement économiques, ne reste pas sans effet sur l'historiographie. S'ouvre ainsi un nouvel espace, au sein duquel l'histoire économique jouera un rôle non négligeable. Le tournant s'annonce par différentes publications, dont le recueil de textes publié en 1945 par la Haute Ecole commerciale de St-Gall, où la plupart des articles ouvrent une fenêtre sur l'histoire de l'économie helvétique (Schweizerisches Institut für Aussenwirtschafts- und Marktforschung 1945). Après quoi le journaliste et futur professeur d'histoire à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich, Herbert Lüthy (1918–2002), acquiert une estime internationale (Kreis 2003; Fest 2006) avec son ouvrage sur *La Banque protestante en France*, publié en 1959/61 (Lüthy 1959/61; Bitterli/Riesen 2002–2005). Conjointement se profilent aussi quelques travaux plus pointus, concernant notamment les organisations économiques, les entreprises ou les banques helvétiques. Parmi ces publications, relevons l'étude sur les associations économiques d'Erich Gruner (Gruner

1956), ou l'histoire monumentale du Crédit Suisse rédigée par Walter Adolf Jöhr, qui, tout en esquissant une histoire économique du pays ne manque pas d'exalter les exploits de la banque zurichoise, par ailleurs longtemps dirigée par son père, l'économiste Adolf Jöhr (Jöhr 1956; Gruner 1958). Ou encore la grande monographie de Hans Bauer sur la Société de Banque Suisse, qui propose une fresque tentant d'intégrer à son histoire l'évolution des différents secteurs économiques et de la politique sur la période 1872–1972 (Bauer 1972). Profitables et intéressants en raison de leurs nombreux apports factuels, ces travaux ne parviennent pas pour autant à livrer une image pertinente des logiques à l'origine de l'évolution économique de la Suisse.

Toujours est-il que, stimulé par l'intérêt croissant pour ce domaine, un groupe d'historiens réunis autour de Max Silberschmidt, professeur à l'Université de Zurich et spécialiste de l'histoire extra-européenne (Krulis-Randa 1981), envisage d'élaborer un ouvrage de synthèse sur l'histoire économique et sociale de la Suisse. Un projet resté sans suite, car court-circuité en 1961 par la publication d'une *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte* composée d'une énumération de faits sans lignes directrices ni perspectives nouvelles, dont l'auteur est Albert Hauser, professeur d'Histoire économique suisse à l'École Polytechnique de Zurich (Hauser 1961). Plus fructueux et novateurs paraissent entre temps une étude sur l'industrie textile de Walter Bodmer (Bodmer 1960), puis en 1964, le recueil publié à l'occasion du 100^e anniversaire de la Société suisse de Statistique et d'Économie publique, dont le contenu fait le bilan d'un siècle d'évolution économique en Suisse (Schweizerische Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1964). En outre, réalisée sous la direction de Max Silberschmidt, une thèse sur l'industrie des machines démontrait l'importance d'une recherche approfondie dans ce secteur spécifique de l'économie (Hofmann 1962).

Il n'en demeure pas moins que la vague d'engouement décisif pour l'histoire sociale et économique sera largement l'acquis des mouvements issus de 1968. Dès le début des années septante, en effet, on voit se former à Zurich et Lausanne des groupes de travail pour l'étude du mouvement ouvrier (Arbeitsgruppe für die Geschichte der Arbeiterbewegung Zürich 1975; Jeanneret 1984). Alors que s'ouvrent d'autre part de nouvelles unités au sein des Grandes écoles, tels le Département d'Histoire économique à l'Université de Genève, la *Forschungsstelle für Schweizerische Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* à l'Université de Zurich ou l'Institut d'Histoire économique et sociale à la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Quant à l'affirmation de ces disciplines au niveau national, elle est due en grande partie à la Société suisse d'Histoire Économique et Sociale, fondée en 1974, qui crée du même coup les conditions pour relier la recherche et l'enseignement. Afin de situer cette

évolution, ajoutons qu'une analyse quantitative des cours académiques et des revues scientifiques montre que si l'histoire économique occupe environ un huitième du champ historique en 1950, cette proportion atteint un cinquième au début du 21^e siècle (Honegger/Jost 2007: 40, 102).

Vers une «nouvelle» histoire économique?

A la charnière des deux siècles, l'histoire économique avait donc conquis un statut respectable, en même temps qu'un degré de compétences plus professionnelles. Mais qu'en est-il, en ce domaine, des orientations conceptuelles et des approches épistémologiques? Tout d'abord et compte tenu du caractère éclectique de la pensée économique en Suisse, il était peu probable de voir s'affirmer des courants marqués par une théorie spécifique. A ceci près que les doctrines dites classiques, d'Adam Smith au néolibéralisme, n'ont cessé de constituer un fond de références plus ou moins explicites. Un rattachement d'autant plus fort, que la liberté économique et le libre-échange figurent au nombre des principes fondateurs des Radicaux, dont le pouvoir a dominé presque sans partage la vie politique helvétique de 1848 au mitan du 20^e siècle. Et la plupart des historiens évoluant dans leur sillage ont labouré le même champ idéologique. Certes, il y eut parfois des débats contradictoires. Comme ce fut le cas dans les années 1840, lorsque August von Gonzenbach (1808–1887) contestait les idées économiques et commerciales des Radicaux (Gonzenbach 1844; Dreyer 1940), ou vers la fin du 19^e siècle, quand les *Kathedersozialisten* sollicitaient une attention accrue pour les problèmes sociaux. Mais les approches marxistes, par exemple, n'ont guère inspiré les historiens suisses de l'époque, la seule tentative étant venue d'un homme politique et leader du mouvement ouvrier socialiste, Robert Grimm (1881–1958), qui publia en 1920 une Histoire suisse vue à travers la lutte des classes (Grimm 1920).

Un changement de paradigme émerge lentement et avec hésitation dans la seconde moitié du 20^e siècle. Dans un premier temps, il s'agissait surtout de soustraire l'historiographie à la domination de l'interprétation politique, pour accorder un rôle primordial aux approches économiques et sociales. Un premier pas réalisé en 1927 par l'Histoire suisse d'Eduard Fueter, mais dont le prolongement par des démarches décisives ne s'accomplit que dans la foulée des années septante. Sans porter de jugement de valeur, citons en guise d'exemples l'ouvrage de Wilhelm Bickel qui survole l'économie nationale (Bickel 1973), les travaux d'Erich Gruner sur l'économie et le mouvement ouvrier (Gruner 1987), l'Histoire de la Suisse industrielle de Jean-François Bergier (Bergier 1974), l'analyse du système bancaire de Franz Ritzmann (Ritzmann 1973), les

articles de Paul Bairoch (1930–1999) sur la place de la Suisse dans l'économie mondiale (Bairoch 1978; Jost 2005), ou les études de Hansjörg Siegenthaler sur la croissance économique et la formation du capital (Siegenthaler 1993: 240–241). Conjointement, Hannes Siegrist publiait une histoire complexe et multifactorielle du monde de l'entreprise (Siegrist 1981), tandis que Rudolf Braun encadrait sa fine analyse du déclin de l'Ancien Régime par une remarquable histoire économique et sociale (Braun 1979). Sans oublier les approches plus traditionnelles de Hans Conrad Peyer (1922–1994) (Schmugge/Sablonier/Wanner 1982) et d'Alain Dubois (1932–2008) (Furrer et al. 1997: 359) sur le Moyen Age et les Temps modernes.

Dans ces travaux, qui défrichent souvent de nouveaux terrains tout en proposant des interprétations inédites, le domaine bancaire et la place financière restent toutefois peu concernés. Une carence dont la responsabilité incombe largement aux banques, qui refusent d'ouvrir leurs archives à la recherche indépendante. Il faut dire aussi que celles-ci ont pris l'habitude de construire leur propre histoire par l'intermédiaire d'historiens mandatés, qui à quelques exceptions près exaltent un monde à part investi de règles et de valeurs déconnectées de la société et du politique. Une démarche dont la conséquence revient à occulter l'influence déterminante du secteur bancaire dans la vie du pays et empêcher la mise en exergue des enjeux de la place financière (Iklé 1970; Mottet 1987).

En revanche et faisant suite à quelques approches plus substantielles au cours de la dernière décennie du 20^e siècle (Denzel 1998), la voie à suivre pour saisir le rôle des banques et de la place financière dans l'économie et la politique helvétiques est tracée par les travaux pionniers de Jakob Tanner (Tanner 1986), Sébastien Guex (Guex 1993, 1998), Marc Perrenoud (Perrenoud 2001) et Malik Mazbouri (Mazbouri 2003, 2005). On retiendra encore que les recherches menées par la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale ont forcé les banques à ouvrir une brèche décisive dans leurs archives, du moins pour une brève période (Perrenoud 2003).

Parue en 1984, l'*Histoire économique de la Suisse* de Jean-François Bergier frayait la voie à des synthèses portant sur la longue durée. Rares pourtant sont les historiens qui tentèrent de poursuivre cette incitation. Pour l'heure, seuls les articles de Martin Körner et de Hansjörg Siegenthaler dans le *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte* (Körner 1985; Siegenthaler 1985, 1987, 1976) livrent des vues d'ensemble sur des périodes plus étendues. Ceci étant, ce manque est en partie comblé par des études thématiques couvrant un ou deux siècles, tels les travaux de Béatrice Veyrassat ou de Peter Dudzik sur les filatures de coton aux 18^e et 19^e siècles (Veyrassat 1982; Dudzik 1987), ou l'histoire de la politique douanière de 1815–1914 de Cédric Humair (Humair

2004), qui prend en compte sur un siècle entier le développement économique de la Suisse.

Un des aspects qui caractérisent le dynamisme des recherches historiques au cours des récentes décennies consiste sans doute dans la multiplication des approches à des domaines spécifiques comme l'artisanat, l'industrie alimentaire, la chimie, l'électricité, la médecine ou le tourisme, par exemple. Il s'agit parfois d'analyses très complexes, à l'instar de l'étude sur la chimie bâloise de Tobias Straumann (Straumann 1995), ou de mises en perspective novatrices telles que développées par Laurent Tissot à propos du tourisme (Tissot 2001).

L'agriculture, pour relever encore ce secteur, a joué un rôle primordial dans une histoire patriotique exaltant le mode de vie «bucolique» des bergers et des paysans, tout en instituant leurs activités en tant que base économique vitale du pays. Une distorsion dont témoigne la statistique officielle de la Confédération, qui collecte durant de longues années et en abondance les données sur le monde agricole, tandis que font défaut les chiffres qui permettraient de mesurer le poids financier de l'industrie ou d'analyser le PIB (Jost 1995).

Aussi n'est-il guère étonnant que les travaux historiques en ce domaine se montrent en général peu pertinents et manquent d'analyse critique. Et à contrario, lorsque Georg C. L. Schmidt publie en 1932 une histoire des paysans et des fondements capitalistes de l'agriculture suisse (Schmidt 1932), la nature des commentaires est sans équivoque: il s'agit d'une interprétation inacceptable, car trop proche de l'idéologie marxiste. L'image de la paysannerie helvétique devant rester conforme au modèle proposé par l'écrivain bernois Jeremias Gotthelf (1797–1854), l'histoire de l'agriculture ne quittera pas encore les chemins convenus, comme en témoigne les publications de l'après-guerre (Brugger 1956). Le renouvellement s'amorcera après les années 1960, avec une première démarche intéressante de Walter Bodmer qui étudie les interactions entre l'élevage, la production du fromage et le développement industriel (Bodmer 1981). Finalement, c'est par le biais d'une histoire démographique de l'Ancien Régime que Markus Mattmüller (1928–2003), nommé en 1968 professeur d'Histoire à l'Université de Bâle et l'un des pionniers de ce changement historiographique, modifie vraiment le regard sur l'agriculture (Mattmüller 1980, 1987, 1992). Les activités rurales des 19^e et 20^e siècles apparaissent désormais sous de nouveaux traits, comme dans les études de Werner Baumann et de Peter Moser sur la politique et l'économie agricoles de 1890–1980 (Baumann/Moser 1999; Moser 1994), ou dans la thèse – dirigée par Rudolf Braun – de Hansueli Hermann sur la transformation d'une société rurale au cours des années 1945–1980 (Herrmann 1990).

Les tendances épistémologiques

Les approches méthodologiques ou épistémologiques mises en œuvre au cours de ce dernier quart de siècle se rattachent en gros à quatre courants, souvent entremêlés sans logique apparente. Il s'agit de la théorie classique modifiée par le récent néo-libéralisme, du modèle français issu de l'École des Annales, du fonctionnalisme anglo-saxon, ainsi que des concepts dérivés des œuvres de Max Weber et de Marx tels qu'on les trouve en Allemagne chez Hans-Ulrich Wehler et Jürgen Kocka (Wehler 1973). A ceci près que l'École des Annales a sans doute largement inspiré l'histoire économique développée à Genève, alors que les modèles anglo-saxons et allemands pénétraient plutôt la Suisse alémanique.

Ceci étant, il ne fait nul doute que le champ soit largement infiltré par les concepts néo-libéraux. Non sans livrer, à l'instar des travaux de Francesco Kneschaurek (Kneschaurek 1952) des données économiques chiffrées très précieuses. De même, les recherches lancées pour élaborer des séries quantitatives ont permis la diffusion de paramètres utiles à la compréhension des évolutions historiques. Dans ce sens, une des contributions les plus importantes réside dans la publication de la *Statistique Historique de la Suisse* (Ritzmann-Blickenstorfer 1996) dirigée par Hansjörg Siegenthaler, également directeur de la thèse pionnière de Jutta Schwarz (Schwarz 1981) sur la formation du capital pour la période 1850–1914.

De son côté, Hansjörg Siegenthaler est l'auteur d'un modèle cognitif exploité dans de nombreux travaux de ses élèves. Il s'agit d'une approche qui, sur le paradigme du marché autorégulé, vise à expliquer les processus de décisions politiques ou sociales comme le résultat d'une libre concurrence des idées (Siegenthaler 1993). Dérive des travaux de l'économiste britannique John Hicks (1904–1989) et du livre de Mancur Olson sur l'activité collective (Olson 1971), ce modèle converge avec la théorie du rational choice ou du public choice, qui utilise les outils développés par les économistes (Buchanan/Tullock 1962; Van der Linden 1997) pour rendre compte des choix politiques.

Or un tel postulat, dont les présupposés reposent sur l'idée que les acteurs politiques se conduisent comme des consommateurs et des producteurs dans une économie libérale, n'est pas seulement mis en œuvre par Hansjörg Siegenthaler, mais par son collègue Bruno Frey (Frey/Schneider 1975), qui enseigne également à l'Université de Zurich. Précisons toutefois, qu'un tel niveau de réflexion méthodologique reste peu courant au sein des études orientées par la pensée libérale. Car à l'image de l'histoire du Crédit Suisse de Joseph Jung (Jung 2000) ou de la *Werkzeugmaschinenfabrik Bührle* de Daniel Heller (Heller 2002), la plupart témoignent d'un positivisme étriqué tout en occultant

volontiers les problèmes de fond; et il y manque surtout une réflexion critique sur les rapports de force entre l'économie, le capital et l'Etat, un des enjeux déterminants pour l'histoire de la Suisse.

A l'opposé de ces démarches, il existe depuis une vingtaine d'années un courant, qui, par une réinterprétation des concepts de Max Weber et de Marx cherche à ouvrir de nouvelles perspectives à l'histoire matérielle. Amorcée par Jakob Tanner (Tanner 1986) et Sébastien Guex (Guex 1993, 1998), dont les démarches pour élaborer leur sociologie de la finance s'inspirent de Rudolf Goldscheid (1870–1931) ou de Joseph Schumpeter (1883–1950), cette voie a été suivie par Marc Perrenoud et Malik Mazbouri – auxquels on pourrait associer Peter Hug, spécialiste des relations commerciales de la Suisse et de ses exportations d'armes (Hug 2001). Pour leur part, Tanner et Guex montrent, l'un pour la Seconde Guerre mondiale et l'autre pour la Première, comment les finances publiques se sont mises au service des stratégies économiques; et comment, à son tour, la politique financière et fiscale reflétait les rapports de forces sociaux et politiques dominants. Dans un cas comme dans l'autre, on a donc affaire à des analyses qui révèlent l'impact de l'économie sur la politique et la vie matérielle de la population.

Précisons ici que dans les années 1970 et 1980, les débats sur les enjeux méthodologiques ou épistémologiques en histoire économique étaient à la fois vifs et lucides, de même que les interrogations sur l'intérêt cognitif de l'une ou l'autre des études en cours. Mais le climat politique des années 1990, où s'impose le dogme d'un libéralisme économique simpliste, a provoqué un affaiblissement de la pensée critique et fait perdre son dynamisme à l'histoire économique. Certes, on pouvait penser que les recherches effectuées par la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale – avec ses 16 volumes sur 25 consacrés à des aspects économiques, dont les études novatrices sur la place financière suisse (Perrenoud et al. 2001) – allaient contrecarrer ce mouvement. C'était sans compter avec certains milieux politiques irrités par la mise en cause de l'attitude de la Suisse envers le Troisième Reich, qui n'hésitèrent pas à dénigrer sans retenue les travaux de la Commission, jetant ainsi le doute quant à leur sérieux et leur pertinence. Pas pour longtemps, espérons-le, car la richesse du matériel ainsi rassemblé forme un réservoir propice à relancer une histoire économique qui ne soit ni inféodée ni prisonnière d'une quelconque idéologie.

Pour situer l'évolution épistémologique et méthodologique au cours de ces dernières années, on peut prendre en guise d'exemple un récent recueil d'articles portant sur les activités d'un certain nombre d'entreprises et de banques helvétiques durant la Première Guerre mondiale (Rossfeld/Straumann 2008). Dans une introduction bien argumentée, les éditeurs proposent une synthèse judicieuse des différents aspects de la thématique choisie, et insistent sur l'importance de recherches multiples qui intègrent à l'histoire des entreprises des éléments

d'histoire sociale voire politique et culturelle. Quant aux différentes contributions, elles se distinguent par des approches économiques sophistiquées, tout en ouvrant des fenêtres sur l'environnement social et politique. Reste que la question, cruciale, de l'interdépendance entre les firmes, les banques, les Affaires étrangères et le champ politique, n'est pas traitée ici de manière à pouvoir en tirer des conclusions.

On pourrait penser d'ailleurs, que cette impasse a pour origine un problème méthodologique dû à la structure complexe de la Suisse. En effet, comme le relève fort bien Cédric Humair dans son travail sur la politique douanière (Humair 2004), l'économie helvétique est fortement compartimentée, et ses différents secteurs, répartis inégalement dans le pays, ne sont souvent liés qu'à leurs propres marchés intérieurs et extérieurs; de sorte que leurs stratégies commerciales et intérêts financiers ont peu en commun. Faut-il déduire de ce constat que la Suisse économique n'existe pas en tant que structure cohérente, et que le projet d'Eduard Fueter de construire une histoire suisse en éclairant les interactions entre économie, politique et culture sur le plan national, porte sur une illusion? Certes, la quête à une vue d'ensemble de l'histoire de l'économie helvétique est peut-être aussi ardue que de résoudre le Théorème de Fermat... Et la méfiance des tenants d'une histoire nationale patriotique, qui craignent pour leur légitimité et la pureté des récits et légendes traditionalistes, ne simplifie pas la tâche. Il n'en demeure pas moins que la mise sur pied de réseaux ou de lieux de compétences, à même de nourrir une sérieuse réflexion épistémologique et méthodologique, représenterait sans doute un pas décisif pour surmonter les obstacles, qu'ils soient supposés ou réels.

Bibliographie

- Arbeitsgruppe für Geschichte der Arbeiterbewegung Zürich (Hg.) (1975), *Schweizerische Arbeiterbewegung. Dokumente zu Lage, Organisation und Kämpfen der Arbeiter von der Frühindustrialisierung bis zur Gegenwart*, Zürich.
- Babel Antony (1925), *Essais sur les causes et le développement de la législation du travail en Suisse*, Genève.
- Bairoch Paul (1978), «Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975», *Revue suisse d'histoire* 28, 29–50.
- Baudraz Annette (1997), *Julius Landmann (1877–1931), législateur du Prince*, mémoire de licence, Lausanne.
- Bauer Hans (1972), *Schweizerischer Bankverein 1872–1972*, Basel.
- Baumann Werner, Moser Peter (1999), *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968*, Zürich.
- Bergier Jean-François (1964), «Pour une histoire économique et sociale de la Suisse. A propos d'un ouvrage récent», *Revue suisse d'histoire* 14, 1964, 235–238.
- Bergier Jean-François (1967), «Heurs et malheurs de l'histoire économique en Suisse», *Cahiers d'histoire*, publiés par les Universités de Clermont, Lyon, Grenoble, t. XII, 1–2, 43.

- Bergier Jean-François (1974), *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, Berne.
- Bergier Jean-François (1984), *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne (en allemand: *Die Wirtschaftsgeschichte der Schweiz*, Zürich 1983).
- Beuret Michel (1998), *Naum Reichesberg (1867–1928). Un statisticien ukrainien au service d'une nouvelle législation sociale en Suisse*, mémoire de licence, Lausanne.
- Bickel Wilhelm (1973), *Die Volkswirtschaft der Schweiz. Entwicklung und Struktur*, Aarau, Frankfurt a. M.
- Bitterli Urs, Riesen Irene (Hg.) (2002–2005), *Herbert Lüthy. Gesammelte Werke*, 7 Bände, Zürich.
- Bodmer Walter (1960), *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*, Zürich.
- Bodmer Walter (1981), «Der Zuger und Zürcher Welschlandhandel mit Vieh und die von Zürich beeinflusste Entwicklung der Zuger Textilgewerbe», *Revue suisse d'histoire* 31, 403–444.
- Böhmert Karl Viktor (1873), *Arbeiterverhältnisse und Fabrikeinrichtungen in der Schweiz*, 2 Bände, Zürich.
- Braun Rudolf (1984), *Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz*, Göttingen (en français: *Le déclin de l'Ancien Régime en Suisse*, Lausanne, Paris 1988).
- Brugger Hans (1956), *Die schweizerische Landwirtschaft in der 1. Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Frauenfeld.
- Buchanan James M., Tullock Gordon (1962), *The Calculus of Consent. Logical Foundations of Constitutional Democracy*, Ann Arbor.
- Buchbinder Sacha (2002), *Der Wille zur Geschichte. Schweizergeschichte um 1900 – die Werke von Wilhelm Oechsli, Johannes Dierauer und Karl Dändliker*, Zürich.
- Caroni Pio (1984), «Kathedersozialismus an der juristischen Fakultät (1870–1910)», in *Hochschulgeschichte Berns 1528–1984*, hg. im Auftrag des Regierungsrates des Kantons Bern von der Kommission für bernische Hochschulgeschichte, Bern, 203–237.
- Denzel Markus A. (1998), «Die Integration der Schweizer Finanzplätze in das internationale Zahlungsverkehrssystem vom 17. Jahrhundert bis 1914», *Revue suisse d'histoire* 48, 177–235.
- Dreyer Rudolf (1940), *August von Gonzenbach: 1808–1887*, Bern.
- Dudzik Peter (1987), *Innovation und Investition. Technische Entwicklung und Unternehmerentscheide in der schweizerischen Baumwollspinnerei 1800 bis 1916*, Zürich.
- Feller Richard (1938), *Die schweizerische Geschichtsschreibung im 19. Jahrhundert*, Zürich, Leipzig.
- Fest Joachim (2006), «Die verlorene Kunst – Geschichtsschreibung als Wissenschaft und Literatur», *Neue Zürcher Zeitung* 53, 4./5. 3. 2006.
- Frey Bruno, Schneider Friedrich (1975), «On the Modelling of Politico-Economic Interdependence», *European Journal of Political Research*, 339–360.
- Fueter Eduard (1928), *Die Schweiz seit 1848. Geschichte, Politik, Wirtschaft*, Zürich, Leipzig.
- Furrer Norbert, Hubler Lucienne, Stubenvoll Marianne, Tosato-Rigo Danièle (éd.) (1997), *Gente ferocissima*, Recueil offert à Alain Dubois, Lausanne, Zurich.
- Geering Traugott (1912), *Grundzüge einer schweizerischen Wirtschaftsgeschichte*, Bern.
- Girard Eugène de (1912), «Notes biographiques», *Nouvelles étrennes fribourgeoises*, 114–116.
- Gonzenbach August von (1844), *Réflexions sur les relations commerciales et industrielles de la Suisse*, Lausanne.
- Graber Rudolf (1980), «Der Wasser-Handel. Analyse eines sozio-politischen Konflikts in der alten Eidgenossenschaft», *Revue suisse d'histoire* 30, 1980, 321–356.
- Grimm Robert (1920), *Geschichte der Schweiz in ihren Klassenkämpfen*, Bern (Zürich 1976).
- Gruner Erich (1956), «Werden und Wachsen der schweizerischen Wirtschaftsverbände im 19. Jahrhundert», *Revue suisse d'histoire* 6, 33–101.
- Gruner Erich (1958), «Bankgeschichte als Wirtschaftsgeschichte», *Revue suisse d'histoire* 8, 531–534.
- Gruner Erich (1987), *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914*, 3 vol., Zürich.

- Guex Sébastien (1993), *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900–1920*, Lausanne.
- Guex Sébastien (1995), «Est-il encore possible de vivre heureux dans notre patrie? Splendeurs et misères d'un expert financier du Conseil fédéral: l'éviction de Julius Landmann (1914–1922)», *Revue suisse d'histoire* 45, 398–414.
- Guex Sébastien (1998), *L'argent et l'Etat. Parcours des finances publiques au XXe siècle*, Lausanne.
- Hauser Albert (1961), *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Zürich, Stuttgart.
- Heller Daniel (2002), *Zwischen Unternehmertum, Politik und Überleben. Emil G. Bührle und die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co. 1924–1945*, Frauenfeld.
- Herrmann Hansueli (1990), *Bauern im Wandel. Agrarischer Strukturwandel, bäuerliches Verhalten und bewusstseinsmässige Verarbeitung am Beispiel einer Agglomerationsgemeinde (Küsnacht ZH) 1945–1980*, Zürich.
- His Eduard (1941), *Basler Gelehrte des 19. Jahrhunderts*, Basel.
- Hofmann Hannes (1962), *Die Anfänge der Maschinenindustrie in der deutschen Schweiz 1800–1875*, Zürich.
- Honegger Claudia, Jost Hans Ulrich et al. (2007), *Konkurrierende Deutungen des Sozialen*, Zürich.
- Hug Peter (2001), *Schweizerische Rüstungsindustrie und Kriegsmaterialhandel zur Zeit des Nationalsozialismus*, Zürich.
- Humair Cédric (2004), *Développement économique et Etat central (1815–1914). Un siècle de politique douanière au service des élites*, Berne, etc.
- Iklé Max (1970), *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*, Zürich.
- Im Hof Adolf (1950), *Zum Andenken an Fritz Mangold, 1871–1944*, Basel.
- Jeanneret Pierre (1984), «Notre Association se présente», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 1, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, Lausanne, 5–6.
- Jöhr Walter Adolf (1956), *Schweizerische Kreditanstalt 1856–1956. Hundert Jahre im Dienste der schweizerischen Volkswirtschaft*, hg. von der Schweiz. Kreditanstalt, Zürich.
- Jost Hans Ulrich (1995), «Des chiffres et du pouvoir», *Forum Statisticum* 35, octobre.
- Jost Hans Ulrich (1997), «Pensée économique et institutions académiques en Suisse au XIXe siècle», in Le Dinh Diana (dir.), *L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques*, *Les Annuelles* 8, 89–108.
- Jost Hans Ulrich (2005), «Introduction à un ouvrage de Paul Bairoch», in Jost Hans Ulrich, *A tire d'ailes: contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, 479–494.
- Jung Joseph (2000), *Von der schweizerischen Kreditanstalt zur Credit Suisse Groupe. Eine Bankengeschichte*, Zürich.
- Kneschaurek Francesco (1952), *Der schweizerische Konjunkturverlauf und seine Bestimmungsfaktoren, dargestellt auf Grund der Periode 1929 bis 1939*, Diss. St. Gallen, Zürich.
- Körner Martin (1985), «Die Schweiz 1650–1850», *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 4, Stuttgart, 443–473.
- Kreis Georg (2003), «Herbert Lüthy 1918–2002», *Revue suisse d'histoire* 53, 356–358.
- Krulis-Randa Jan S. et al. (1981), *Geschichte in der Gegenwart*, Festgabe für Max Silberschmidt, Zürich.
- Landmann Julius (1903), *Die auswärtigen Kapitalanlagen aus dem Berner Staatsschatz im 18. Jahrhundert. Eine finanzpolitische Studie*, Zürich.
- Landmann Julius (1916), «Der schweizerische Kapitalexport», *Journal de Statistique et Revue économique suisse* 52, 389–415.
- Lüthy Herbert (1959–1961), *La banque protestante en France. De la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution*, Paris.

- Mangold Fritz (1939), «Traugott Geering», *Journal de Statistique et Revue économique suisse* 75, 469–479.
- Mattmüller Markus (1980), «Bauern und Tauner im schweizerischen Kornland», *Schweizer Volkskunde*, Basel, 49–62 (aussi in *Revue suisse d'histoire* 53, 2003, 379–395).
- Mattmüller Markus (1987), *Bevölkerungsgeschichte der Schweiz*, Basel.
- Mattmüller Markus (1992), «Aussagen der Bevölkerungs- und der Agrargeschichte zum Alltagsleben», in Pickl Othmar, Feigl Helmuth (Hg.), *Methoden und Probleme der Alltagsforschung im Zeitalter des Barock*, Wien, 191–206.
- Mazbouri Malik (2003), «Tout vient à point à qui sait attendre», *traverse* 3, 160–175.
- Mazbouri Malik (2005), *L'émergence de la place financière suisse (1890–1913). Itinéraire d'un grand banquier*, Lausanne.
- Monnier Victor (1995), *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Bâle.
- Moser Peter (1994), *Der Stand der Bauern. Bäuerliche Politik, Wirtschaft und Kultur gestern und heute*, Frauenfeld.
- Mottet Louis H. (Hg.) (1987), *Geschichte der Schweizer Banken*, Zürich.
- Olson Mancur (1971), *The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge (MA) (en français: *Logique de l'action collective*, préface de Raymond Boudon, Paris 1978).
- Perrenoud Marc (1988), «Banques et diplomatie suisses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», *Etudes et sources* 13–14, 7–128.
- Perrenoud Marc et al. (2001), *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme*, Zurich.
- Perrenoud Marc (2003), «Secret des affaires et identité nationale: Les archives bancaires sur la Suisse à l'époque du national-socialisme», *Revue suisse d'histoire* 53, 329–337.
- Peyer Hans Conrad (1982), *Der Historiker Eduard Fueter, 1876–1928. Leben und Werk*, Zürich.
- Rappard William E. (1966), «Antoine-Elisée Cherbuliez et la propriété privé (1797–1869)», in Rappard William E., *Economistes genevois du XIXe siècle*, préface de Giovanni Busino, Genève, 61–268.
- Ritzmann Franz (1973), *Die Schweizer Banken. Geschichte – Theorie – Statistik*, Bern.
- Ritzmann-Blickenstorfer Heiner (1996), *Statistique historique de la Suisse*, sous la dir. de Hansjörg Siegenthaler, Zurich.
- Rossfeld Roman, Straumann Tobias (Hg.) (2008), *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich.
- Schib Karl (1967), *Johannes von Müller, 1752–1809*, Thayngen.
- Schmidt Georg C. L. (1932), *Der Schweizer Bauer im Zeitalter des Frühkapitalismus. Die Wandlung der Schweizer Bauernwirtschaft im achtzehnten Jahrhundert und die Politik der Ökonomischen Patrioten*, Bern.
- Schmugge Ludwig, Sablonier Roger, Wanner Konrad (Hg.) (1982), *Könige, Stadt und Kapital. Aufsätze zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte des Mittelalters*, Zürich.
- Schwarz Jutta (1981), *Bruttoanlageinvestitionen in der Schweiz von 1850 bis 1914. Eine empirische Untersuchung zur Kapitalbildung*, Bern, Stuttgart.
- Schweizerische Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft (Hg.) (1964), *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft, 1864–1964*, Bern.
- Schweizerisches Institut für Aussenwirtschafts- und Marktforschung an der Handels-Hochschule St. Gallen (Hg.) (1945), *Die Schweiz als Kleinstaat in der Weltwirtschaft*, St. Gallen.
- Siegenthaler Hansjörg (1976), «Switzerland 1920–1970», in Cipolla Carlo M. (ed.), *The Fontana Economic History of Europe*, vol. 6, part 2, Glasgow, 530–576.

- Siegenthaler Hansjörg (1985), «Die Schweiz 1850–1914», *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 5, 443–473.
- Siegenthaler Hansjörg (1987), «Die Schweiz 1914–1984», *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 6, 482–512.
- Siegenthaler Hansjörg (1993), *Regelvertrauen, Prosperität und Krisen. Die Ungleichmässigkeit wirtschaftlicher und sozialer Entwicklung als Ergebnis individuellen Handelns und sozialen Lernens*, Tübingen (cf. «Debatte/débat», *traverse* 3, 1994, 211–235).
- Siegrist Hannes (1981), *Vom Familienbetrieb zum Managerunternehmen*, Göttingen.
- Simon Christian (1995), «Hektor Ammann – Neutralität, Germanophilie und Geschichte», in Mattioli Aram (Hg.), *Intellektuelle von rechts*, Zürich, 29–53.
- Straumann Tobias (1995), *Die Schöpfung im Reagenzglas. Eine Geschichte der Basler Chemie (1850–1920)*, Basel.
- Tanner Jakob (1986), *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft. Eine finanzsoziologische Analyse der Schweiz zwischen 1938 und 1953*, Zürich.
- Tissot Laurent (2001), *Naissance d'une industrie touristique. Les Anglais et la Suisse au XIXe siècle*, Lausanne.
- Van der Linden Marcel (1997), «Old Workers' Movements and <New Political Economy>. Uses and Drawbacks of Rational Choice Theory», *traverse* 1, 128–143.
- Veyrassat Béatrice (1982), *Négociants et fabricants dans l'industrie cotonnière suisse, 1760–1840*, Lausanne.
- Vogt Arthur (1992), «Johann Heinrich Waser als Volkswirtschaftler, Statistiker und Pionier des Versicherungswesens zum 250. Geburtstag», *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique*, 69–81.
- Wehler Hans-Ulrich (Hg.) (1973), *Geschichte und Ökonomie*, Köln.
- Weiller Jean (dir.) (1976), *Histoire, socialisme et critique de l'économie politique, colloque organisé par la Société des Amis de Sismondi à l'occasion du bicentenaire de la naissance de J.-Ch. L. Simonde de Sismondi, les 7–8 mai 1973 à la Sorbonne*, La Rochelle.